

Comment faire sa place au Conseil d'État?

La méthode Bachmann

Bilan de mi-mandat La conseillère d'État centriste, chargée de l'Économie et de l'Emploi, a succédé à la Verte Fabienne Fischer. Les patrons sont contents. Les syndicats et la gauche, un peu moins.

Marc Bretton Textes

Petit département deviendra grand? Entrée au Conseil d'État en 2023, la Centriste Delphine Bachmann a repris le Département de l'économie et de l'emploi (DEE) occupé jusqu'alors par la Verte Fabienne Fischer.

Avec 427 postes, c'est le plus petit des sept départements cantonaux et il n'est pas si facile de s'y faire remarquer. Et pour cause: l'économie dépend largement de la conjoncture. Même constat avec l'emploi, autre pilier du DEE, dont le traitement légal est largement réglé par la Confédération. C'est sans doute la raison pour laquelle la ministre a jeté son dévolu, fin 2025, sur les Services industriels (SIG), l'arrachant au Département du territoire de Nicolas Walder. En revanche, elle a échoué à mettre la main sur l'Office cantonal de l'agriculture, au grand regret du lobby paysan du Centre.

Les milieux patronaux sont contents de leur ministre de tutelle: «M^{me} Bachmann succède à M^{me} Fischer, qui avait des positions plutôt hostiles aux multinationales, ainsi qu'à l'installation de nouvelles entreprises à Genève, estime Mohamed Atiek, directeur adjoint à la Chambre de commerce. Son arrivée a changé la situation: elle est plus attentive et proche de l'économie.»

Dans le commerce, tout semble aussi aller bien. «Nous sommes assez satisfaits, voire très contents par rapport à M^{me} Fischer ou même M. Maudet avant elle», précise Yves Menoud, secrétaire patronal de la Node (Nouvelle organisation des entrepreneurs, commerce).

Le son de cloche est plus mitigé côté syndical, comme l'illustre Yves Defferrard, secrétaire régional Unia: «Les relations avec la ministre de l'Économie sont normales et respectueuses, faites d'accords, sur le soutien à l'industrie par exemple, et de désaccords sur les heures d'ouverture des magasins.»

Le syndicaliste d'ajouter: «Ce n'est pas du dogmatisme de notre part, mais un refus absolu de faire travailler du personnel le dimanche sans horaires préalables et sans convention collective. Je salue le travail effectué autour du plan d'employabilité, mais je regrette l'absence de moyens pour le concrétiser.»

1 La ministre des plans

Quand il est élu, le nouveau magistrat peut tirer quelques ficelles pour avancer sans risque. Par exemple en mettant à jour des plans et en organisant des assises. Message reçu par Delphine Bachmann. En mars 2025, il y a d'abord eu le plan directeur de l'innovation, puis, en juin, la ministre, sous son chapeau de responsable de l'Emploi, participe au lancement de l'important plan directeur cantonal de l'employabilité. En août, c'est au tour du plan stratégique 2035 de sortir du bois. Et les assises? Leur tour arrive en septembre 2025 sur le commerce.

Utile? Inutile? Les partis réclament du concret: «On voit se concocter des plans, stratégiques, d'innovation, d'employabilité, dont la commission de l'économie n'est saisie qu'à sa demande d'ailleurs,



Delphine Bachmann, cheffe du Département de l'économie et de l'emploi, est entrée au gouvernement en 2023. Lucien Fortunati

«Avant de miser sur la croissance démographique ou l'ouverture accrue du marché du travail, il faut prioriser la valorisation des compétences locales et la lutte contre le chômage indigène.»

Florian Dugerdil
Député UDC

et puis derrière aucun acte législatif correspondant», déplore le député PS Romain de Sainte Marie. Avant de relever «l'écart entre les effets d'annonce, nombreux sur bien des sujets, et le dépôt de projets de loi, assez rares».

Avis identique au MCG par la voix de la députée Ana Roch: «M^{me} Bachmann a ouvert de nombreux chantiers et donne des signes de bonnes intentions sur de nom-

breux sujets, mais concrètement rien de bien précis ne se dessine, sur le chômage par exemple.» Si on compare avec Anne Hiltbold, la différence est évidente, détaille l'élue MCG: «Les réformes proposées au Département de l'instruction publique sont plus tangibles.»

Même scepticisme à l'UDC. «Si les orientations de la magistrature du Centre sont ambitieuses, explique Florian Dugerdil, elles restent encore peu mesurables en termes de retombées pour les entreprises, notamment industrielles, artisanales ou agricoles, qui subissent un contexte conjoncturel difficile.»

Les autres dossiers du département

Sur les industries créatives, en collaboration avec le Département de la cohésion sociale et la Ville de Genève, la ministre Bachmann a lancé un dispositif pour encourager les tournages et la production de films et de séries sur le territoire genevois. Des doutes sont exprimés à droite sur l'utilité de l'opération. À voir. Un montant de 12,6 millions de francs a été voté pour doter Palexpo d'une nouvelle halle multifonctionnelle, entièrement équipée, à l'intérieur de la Halle 1.

Après le plan sur l'innovation ou l'employabilité, «nous attendons des décisions concrètes», avance, de son côté, le député du Centre Jean-Marc Guinchard.

2 Le discours de la méthode

La méthode Bachmann s'observe le mieux en suivant la saga de la réforme de la loi sur la restauration. «Nous avons choisi de mener un processus participatif sans poser au préalable de projet comme cela se fait le plus souvent. Une démarche inédite à notre connaissance», estime la ministre dans nos colonnes. Lancée fin 2024,

cette réforme est attendue pour 2027. Trop lent? Peut-être, mais à part le socialiste Romain de Sainte Marie, personne n'y trouve à redire. «Sur ce dossier, Delphine Bachmann a démontré qu'elle peut fédérer. Elle est jeune, dynamique, ne clive pas», la félicite la députée PLR Francine de Planta. Et rien ne semble presser, si l'on écoute le président de la Société des cafetiers, Laurent Terlinchamp: «L'important sur ce dossier, ce n'est pas d'aller vite, il n'y a pas de vide légal. L'important, c'est que le résultat convienne.»

Au Centre, on adore la méthode. «Notre ministre se préoccupe du terrain, consulte les partenaires sociaux [...], mène une action structurée, élaborée avec le terrain, et décide avec mesure», affirme le député Jean-Marc Guinchard. En bref, il trouve son élue formidable.

La magistrate centriste s'est aussi distinguée sur quelques dossiers urgents. Par exemple, tout récemment avec l'explosion du système de paiement des allocations chômage en janvier. Réunion, animation, résolution des problèmes, l'élue affirme avoir fait ce qu'elle pouvait «pour remédier aux problèmes de performance de l'informatique», rapportait-elle au Grand Conseil vendredi dernier.

3 La ministre qui tranche... au centre

Delphine Bachmann a-t-elle fait la différence sur d'autres dossiers? Question délicate: sauf accident, une ministre de l'Économie soutient et oriente plus qu'elle ne décide. «Les entreprises ont surtout besoin qu'on les laisse travailler et qu'on ne les charge pas administrativement», résume d'ailleurs sans pitié le PLR Jacques Béné.

Mais parfois des choix clairs se présentent. Sur les jobs d'été, bientôt en votation, la ministre a choisi de soutenir la droite, qui veut permettre aux étudiants engagés de déroger à la loi sur le salaire minimum. La députée Verte Angèle-Marie Habiakare dénonce un coup bas: «L'été, c'est justement le moment où les étudiants peuvent travailler et accumuler des réserves financières pour l'année», dit-elle. Baisser les salaires, c'est les contraindre à travailler plus longtemps. À droite, en off, on soupire en passant «qu'en dérogeant à hauteur de 75% du salaire minimum seulement», la ministre ne serait pas allée assez loin.

Même configuration pour les ouvertures des magasins le dimanche. À la suite d'un arrêt du Tribunal fédéral, le lien entre les ouvertures et la signature d'une convention collective de travail est tombé. L'automne passé, Delphine Bachmann a annulé une votation prévue à ce sujet au grand dam de la gauche. Cette année, on devrait revoter sur un projet limité, probablement à deux dimanches par an, sans convention collective. «La ministre ne travaille pas en faveur des travailleurs», soupire à aussi Angèle-Marie Habiakare. «Sur ce dossier, regrette Romain de Sainte Marie, la magistrate devait jouer un travail de pacification avec une vraie votation opposant des choix clairs: soit deux dimanches d'ouverture, soit aucun.» Mais la loi fédérale donne la possibilité d'ouvrir quatre dimanches et peut-être douze un jour, et les milieux du commerce sont contents.

Autre choix clair, sur les tarifs des réseaux structurants des SIG. En 2025, Antonio Hodgers avait subi les foudres de la droite. Message reçu par Delphine Bachmann: en décembre, la Centriste a annoncé une baisse pour 2026. En fait, ce sont les SIG qui devront éponger la facture... Là aussi, la droite applaudit.

4. Avenir dépendant de la grande droite?

Entrée au Conseil d'État en 2023 grâce au soutien de la grande droite, la Centriste Delphine Bachmann avance ses pions. Son style passe assez bien, mais son avenir est largement lié à l'état des relations entre le Centre et le reste de la droite.

À l'UDC justement, son orientation dérange. Florian Dugerdil dénonce sa «vision européenne trop alignée sur Bruxelles et contraire aux intérêts suisses»: «Avant de miser sur la croissance démographique ou l'ouverture accrue du marché du travail, il faut prioriser la valorisation des compétences locales et la lutte contre le chômage indigène.»